

PALARD, Jacques (sous la direction de) GRALE, *L'Europe aux frontières. La coopération transfrontalière entre régions d'Espagne et de France*. Paris, Presses Universitaires de France, 1997, 168p.

Jean-Pierre Thouez

Volume 30, Number 1, 1999

La politique extérieure du Japon : au-delà du réalisme ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704014ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704014ar>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Thouez, J.-P. (1999). Review of [PALARD, Jacques (sous la direction de) GRALE, *L'Europe aux frontières. La coopération transfrontalière entre régions d'Espagne et de France*. Paris, Presses Universitaires de France, 1997, 168p.] *Études internationales*, 30(1), 180–182. <https://doi.org/10.7202/704014ar>

(Éric Remacle et Barbara Delcourt) est bien le révélateur du caractère encore suiviste et incantatoire d'une PESCE encore virtuelle.

André DUMOULIN

*Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles*

**L'Europe aux frontières.  
La coopération transfrontalière  
entre régions d'Espagne  
et de France.**

PALARD, Jacques (sous la direction de)  
GRALE, Paris, Presses Universitaires  
de France, 1997, 168 p.

Cet ouvrage fait partie des travaux et recherches du GRALE (Groupe-ment de recherches sur l'administration locale en Europe). Il comprend neuf chapitres rédigés par des chercheurs et des professeurs en science politique des régions d'Aquitaine et du Pays Basque à l'exception de John Loughlin de l'Université du Pays de Galles à Cardiff qui a rédigé le premier chapitre.

Jacques Palard qui a coordonné cet ouvrage souligne dans l'avant-propos la notion de zone frontalière : « les acteurs de la ligne de front entrent dans un processus de rapprochement volontaire à finalité non seulement économique mais aussi culturelle et patrimoniale ». La frontière n'est pas une fatalité à l'exemple des relations entre l'Aquitaine et le Pays Basque espagnol. Cet exemple de coopération interrégionale est indissociable du processus d'intégration européenne. Il s'intègre dans le chorème de l'Arc atlantique de l'Espagne au Danemark en incluant le Royaume-Uni. Mais ce passage de frontière à une zone de contact sou-

lève différents problèmes mis en avant dans les chapitres de cet ouvrage.

John Loughlin présente dans le premier chapitre la terminologie : région, régionalisme, régionalisation et décentralisation pour poser la question de l'Europe des régions. Il souligne que le projet politique était à l'origine différent de la politique régionale mais que les deux se rejoignent par la suite jusqu'à un certain point. Les différentes réformes des Fonds structurels, la création du Comité des Régions, la mobilisation régionale (les groupes de pression) sont autant de facteurs soulignant la poussée du fédéralisme. On assiste à un changement de la notion de l'État-nation. Ceci ne veut pas dire que l'État-nation est sur le point de disparaître, mais que se met en place un système de « multi-levels governance » dans lequel les différents niveaux de gouvernements (Communauté, État-nation, région) jouent des rôles différents à des phases différentes du processus politique.

André Darré décrit les relations France-Espagne et Aquitaine-Euskadi en s'inspirant d'une problématique historique déjà décrite dans une autre publication. Selon lui, la coopération transfrontalière doit résoudre le problème des cultures politiques différentes sinon opposées, façonnées par des siècles de projets différenciés. Représentations territoriales et acteurs n'attribuent pas les mêmes valeurs aux dynamiques transfrontalières.

Dans le chapitre trois, F. Letamendia pousse l'argumentation : la comparaison entre le nord et le sud est-elle possible ? Les arguments d'ordre politique portent principalement sur l'opposition entre le Pays Basque

Sud et le Pays Basque Nord. De plus, au-delà des frontières entre les régions françaises et espagnoles, Letamendia croit que la coopération transfrontalière pourrait aider la partie nord du Pays Basque si ce projet est perçu comme une compensation au refus de créer un département basque.

Chaussier présente le cas du Pays Basque français (ce pays basque du Nord auquel les autorités françaises refusent de créer un département) dans le chapitre quatre. Il reprend ce débat politique sous l'angle de la « pensée » comme projet politique et du « représenté » comme construction d'un discours d'identification. Cette proposition philosophique soulève plus d'interrogations que de réponses, car l'incertitude découle de la présence d'acteurs hétérogènes par leur statut politique plus que par leur conviction d'une identité basque envisagée comme projet collectif. Le Pays Basque comme territoire-sujet de l'étude a quelque peu cédé au territoire-objet de l'aménagement. La dialectique instituant-institué est à une phase de résolution précaire.

A. Boya, dans le chapitre cinq, analyse les réponses issues de deux documents sur l'*Euskadi* en 2005 (2 scénarios) et le Pays Basque en l'an 2010 (6 scénarios) pour conclure que les différents scénarios n'apportent pas des conclusions définitives et irréversibles. Selon l'auteur, la coopération transfrontalière doit être multidimensionnelle. Dr Lasto Juano passe en revue les instruments de la coopération transfrontalière et le contexte institutionnelle soulignant que les frontières (par le biais du programme INTERREG) se transforment en petits laboratoires de coopération et d'inté-

gration, des micro-communautés européennes répondant à des motifs économiques mais aussi politiques.

R. Balim, C. Barbosa et F. Burbaud présentent les convergences et les divergences de cette coopération interrégionale tout en notant que les déterminants de nature multidimensionnelle indiquent des logiques d'action sensiblement différentes entre les deux régions. L'ambiguïté de ces enjeux et de ces motivations fait de la coopération un vecteur de transformation du pouvoir régional selon des configurations asymétriques.

J. Palard, X. Itcaina et B. Vignes posent la question selon laquelle la coopération (le fonds commun) se traduirait par une politique institutionnelle (des autorités régionales) ou par une mobilisation sociale (de type identitaire et autonomiste). L'analyse des projets universitaires, de développement économique ou culturel, montre par leur hétérogénéité qu'il y a lieu de se reporter aux positions géopolitiques qu'occupe chacune des deux régions dans leur ensemble politique national respectif. Dans ce sens, le projet de coopération n'est pas un projet de développement économique, il serait au mieux un projet de connaissance mutuelle (culturelle). Le chapitre neuf de M. P. Zanettin place la coopération au sein de la relation entre les conurbations Bayonne/Saint-Sébastien, découpage pragmatique qui ouvre des potentialités d'échange mais, selon elle, la frontière est un phénomène indépassable. « Tout discours visant à nier la frontière, nierait aussi de ce fait même la réalité d'un espace qui doit sa consistance et son originalité à son caractère transfrontalier. »

Dans cette perspective, cette étude de cas de coopération transfrontalière montre les limites et les divergences des actions de coopération. Elle ne saurait se comparer à d'autres actions menées ailleurs dans l'Union européenne. Contrairement à ce que nomme J. Palard, il ne s'agit pas d'une des meilleures cartes de visite de l'intégration européenne; les difficultés à la coopération sont trop nombreuses pour les oublier à cause principalement des revendications nationalistes. Cet ouvrage présente un intérêt pour ceux ou celles qui sont intéressés par le processus de l'intégration européenne, car il s'agit d'une analyse fine des modes d'intervention et de collaboration entre acteurs locaux mobilisés par un projet porteur d'une profondeur historique qui souligne les difficultés et les obstacles à sa réalisation.

Jean-Pierre THOUÉZ

*Département de géographie  
Université de Montréal, Canada*

### **Géopolitique de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne au XXI<sup>e</sup> siècle.**

*PAUWELS, Jean-Pierre (dir.). Bruxelles,  
E. Bruylant, 1997, 350 p.*

Cet ouvrage constitue la seconde partie d'une analyse prospective et géostratégique du marché des hydrocarbures. Un premier volume, dont les conclusions sont résumées ici, concernait la géopolitique du gaz naturel du point de vue de l'Union européenne.

En ouverture, l'auteur, se fondant sur les approvisionnements pétrolier et gazier des trois grands en-

sembles: Union européenne, États-Unis et Japon depuis 1973, souligne une indépendance extérieure qui ne peut que s'accroître à l'horizon 2010. Si au cours des vingt dernières années les fournitures de la Norvège et du Royaume-Uni ont diminué de moitié la place du Moyen-Orient, la situation s'inversera de façon croissante dès les premières années du prochain siècle. La situation de l'offre, analysée ensuite, montre que les pays non OPEP, qui disposent d'environ 45 % des réserves mondiales, connaîtront une forte diminution de leur production. Les producteurs du Golfe apparaissent donc comme les seuls producteurs d'importance à l'avenir. Si différents scénarios suggèrent une importance croissante du gaz naturel sur le marché mondial de la thermie, on constate aussi une concentration géographique des zones exportatrices. L'Union européenne dispose d'un avantage de proximité avec les deux zones de production principales, le Moyen-Orient et l'ex-URSS, plus éloignées du continent américain dans son ensemble. Or dans le long terme le Moyen-Orient deviendra le réservoir par excellence des hydrocarbures pour l'ensemble de l'économie mondiale. Puisqu'il n'y a pas de contrainte financière au niveau macro-économique mondial, l'organisation entre les grands producteurs et les zones de large consommation devrait comporter plusieurs volets: les scénarios d'offre et de demande mais surtout la définition des capacités de production et de transport.

Or dans cette organisation, les États-Unis sont l'acteur extérieur dominant, voire le seul médiateur. Le Japon essaie quant à lui d'établir des relations privilégiées avec certains